

Déclaration de l'UNSA Education

au CDEN du mardi 8 décembre 2020

Le premier CDEN de l'année scolaire est un moment important car il permet de faire le bilan de la rentrée. Cette rentrée a été particulièrement difficile pour les personnels. Les informations découvertes à la télévision, les consignes données au dernier moment ; cette rentrée de septembre comme la reprise de novembre ont été dans la droite lignée de ce qui s'est passé au printemps dernier. Le changement de doctrine sur les masques pour les élèves des écoles élémentaires, l'impossibilité d'être doté de masques adaptés à l'enseignement pour les personnels intervenant en maternelle, en CP ou auprès d'élèves à besoins particuliers, le doute sur l'éventuelle dangerosité de certains équipements fournis, ont accentué le stress et la lassitude chez les personnels. Il en est de même dans les collèges et pour les attermoissements concernant le fonctionnement des lycées.

L'assassinat de Samuel Paty a marqué les personnels tout comme l'ensemble de la société. Mais l'hommage qui lui a été rendu n'a pas pu être à la hauteur de l'engagement de ce collègue, ni de l'investissement quotidien des personnels pour faire vivre et respecter les valeurs de la République. Les renoncements du Ministre ont choqué les collègues et ont renforcé un peu plus le sentiment de manque de considération qu'ils ressentent.

Les personnels sont épuisés. Chez bon nombre, une grande fragilité psychologique est apparue avec le contexte terroriste en plus de la fatigue et la pression liées à la crise sanitaire.

Une foultitude de COPIL au printemps mais aucune instance pour échanger et préparer la rentrée de septembre ou la reprise de novembre ! Comme si tout était redevenu normal ! Le gouvernement et le Ministre Blanquer décident seuls, sans dialogue, méprisant une nouvelle fois les corps intermédiaires, et les représentants des personnels.

Mais au-delà de ce manque de dialogue conjoncturel, c'est tout le pilotage qui ne fait plus part à l'humain, ce qui crée du mal-être au travail. Le manque de concertation, les réponses uniquement techniques et administratives sans se soucier de l'état psychologique et physique des personnels, tout cela pousse des collègues vers la dépression. Cela touche aussi bien des collègues qui sont face à des élèves que des personnels dans différents services de notre institution. Et ce sont les représentants de l'institution qui sont en charge de la mise en œuvre de la prévention des risques psychosociaux alors que l'institution elle-même, de par son fonctionnement, est génératrice d'une part importante de ces risques psychosociaux.

L'éviction des représentants des personnels dans les CAP a touché les collègues qui ne trouvent plus forcément de réponses à leurs interrogations et doutent de l'équité de traitement entre tous. La volonté de supprimer l'interface qu'étaient les représentants des personnels et d'instaurer une gestion des ressources humaines plus directe est une erreur. Le dialogue direct, sans filtre, employeur-employé fonctionne dans les TPE mais pas dans une institution aussi importante que la nôtre. Cette forme de pilotage ne peut se concevoir que dans un climat de confiance et dans un rapport de force beaucoup moins déséquilibré. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. Avec ce système, les personnels n'ont plus la même

capacité qu'avant à faire valoir leurs droits. Le véritable lien passerait probablement par des déplacements plus fréquents sur le terrain plutôt que par des circulaires injonctives.

Il y a urgence à remettre de l'humain, de l'écoute, de l'empathie dans notre système. De plus en plus de collègues envisagent de quitter leurs fonctions, ce qui est le moins inquiétant, car certains évoquent même le pire quand nous échangeons avec eux. Les portes sont ouvertes entend-on. Mais les collègues ne souhaitent plus pousser la porte. Les personnels peuvent saisir le registre SST. Mais ils ne le font plus. Les premiers qui ont saisi le registre pour évoquer un mal-être et des problèmes avec leur hiérarchie se sont vus déplacés ou ont vu leur carrière entravée. Alors les collègues ne saisissent plus le registre quand ils rencontrent ce type de problèmes. Et quand nous leur proposons de servir d'intermédiaires, ils ne veulent pas non plus ! Alors des personnels vont au travail avec « la boule au ventre » et pleurent chaque jour. Cette absence de remontées des collègues ne doit pas être interprétée comme « tout va bien ». Il faut se demander pourquoi les personnels ne vont plus échanger avec leur hiérarchie ? Pourquoi les personnels n'utilisent plus le registre SST ? La réponse est simple. Ils ont peur ! Peur pour la suite de leur carrière.

Nous sommes bien loin de la rentrée statistique qui va être présentée et qui va montrer un P/E au meilleur de sa forme ainsi que des conditions de travail très favorables, pour ne pas dire excellentes. Je vais donc arrêter là ce témoignage qui dépeint pourtant la véritable rentrée pour de nombreux personnels. Tous n'en sont pas à ce point de désarroi, heureusement, mais tous sont épuisés et la rupture avec la hiérarchie s'amplifie. Nous avons déjà relayé à de nombreuses reprises ces éléments, en vain jusqu'alors. Nous demandons une véritable prise de conscience avant que des drames ne surviennent. Les hommages ne servent qu'aux vivants à se donner bonne conscience. Les personnels, au regard de leur loyauté, de leur engagement quotidien pour le service public d'éducation, et encore plus en cette période troublée, méritent un autre traitement, plus respectueux et plus humain. Nous revendiquons d'urgence que nous abandonnions la Gestion des Ressources Humaines pour, enfin, une Gestion Humaine des Ressources.